

INTERVIEW ABONNÉS

«Dire qu'on peut compenser les dégâts de la mondialisation par le local est un discours malhonnête»

Par Nicolas Celnik(<https://www.liberation.fr/auteur/19850-nicolas-celnik>) — 24 juin 2020 à 07:52



Mouans-Sartoux, le 9 décembre 2017. Agriculteur dans le tunnel des batavias et persil du

Domaine Haute Combe qui fait partie des six hectares qui sont entretenus par trois employés de la commune pour approvisionner la cantine scolaire bio. Photo Laurent Carré pour Libération

Pour Aurélien Bernier, spécialiste des politiques environnementales, l'engouement pour le local qui touche tous les partis dans le contexte post-Covid, est le signe d'une incapacité à penser des alternatives concrètes à la mondialisation.

L'heure est au local : quand la gauche parle de municipalisme(https://www.liberation.fr/debats/2020/02/18/municipalisme-place-aux-communes-creatives_1778785) ou de biorégionalisme(https://www.liberation.fr/debats/2020/02/26/bioregions-et-au-milieu-coule-une-frontiere_1779711), la République en marche vante les vertus de régions plus autonomes, et l'extrême droite a fait du localisme son cheval de bataille(https://oeilsurlefront.liberation.fr/les-idees/2020/05/20/covid-19-le-localisme-ou-comment-la-droite-radicale-reve-son-monde-d-apres-plus-raciste_1788949). Une tendance à survaloriser l'action locale dont nous incite à nous méfier Aurélien Bernier, spécialiste des politiques environnementales et militant, dans *l'Illusion localiste, l'arnaque de la décentralisation dans un monde localisé* (Utopia, 2020). Selon lui, l'engouement pour l'échelle locale masque surtout un désengagement de l'Etat, et une incapacité à penser des alternatives concrètes à la mondialisation.

Municipalisme, localisme, régions plus autonomes : comment expliquer l'intérêt actuel pour l'échelle locale ?

Avant la crise sanitaire, beaucoup de personnes évoquaient déjà le local comme source de résilience face aux crises que nous allons traverser –

économique ou climatique. Ce discours s'est renforcé pendant le confinement : c'est d'une part parce que l'Etat a été en dessous de tout dans la gestion de la crise, et d'autre part parce qu'on a vu l'importance des circuits courts et des approvisionnements locaux en matière d'autonomie alimentaire. Emmanuel Macron avait déjà parlé de l'importance du local au moment du «grand débat» suivant la crise des gilets jaunes. Il a resservi cette idée dans son discours du 14 juin. L'idée revient presque systématiquement en période de crise : redonner du pouvoir au local, c'est aussi un discours qui permet de partager les responsabilités dans la gestion de crise, et de masquer le désengagement de l'Etat dans l'action locale.

Emmanuel Macron s'inscrit dans une version différente du localisme que celle défendue par le Rassemblement national.

Il y a plusieurs manières de revaloriser l'action locale, et je pense d'ailleurs que c'est plutôt la vision libérale, telle que défendue par le Président, qui est en train de s'imposer. Jusqu'à récemment, le discours libéral était celui de la mondialisation heureuse ; cet eldorado s'est effondré, et plus grand monde n'y croit. S'installe donc un autre discours : celui du localisme heureux. Il revient à dire que la mondialisation est ce qu'elle est, qu'on ne peut y remédier, mais que par le local, on peut compenser ses dégâts et ses excès. C'est un discours qui me semble soit malhonnête, soit d'un optimisme naïf. Or il me semble très important de souligner que ce discours est en train de s'institutionnaliser.

Votre livre traite du localisme, sans le rattacher explicitement au RN. Le mot n'est-il pas connoté à l'extrême droite ?

Le terme de localisme existait bien avant que le RN l'utilise ; le fait est que le RN a posé une option dessus, en en faisant des tonnes sur le localisme aux européennes de 2019 et en bénéficiant d'une importante couverture médiatique. Par ailleurs, il est vrai que parmi les différents courants du localisme, c'est la version identitaire qui est la plus ancienne : les penseurs du nationalisme ont toujours expliqué que le sentiment nationaliste s'ancrait dans le territoire et donc que le régionalisme ou le localisme renforçait le sentiment d'appartenance à la nation. Si le RN a remis le localisme sur le devant de la scène, j'ai le sentiment que c'est pour répondre à des thématiques sur lesquels il est démuné, comme la question écologique. C'est, pour eux, une façon conservatrice de lier préservation de l'environnement et du patrimoine.

Laurent Ozon (RN) a réagi récemment à mon livre en disant qu'on pouvait critiquer la décentralisation, mais que c'était idiot de critiquer le localisme. C'est amusant : on voit bien que le RN prend dans le localisme ce qui l'intéresse – la proximité avec le patrimoine, la dimension culturelle et la valorisation du terroir. Ce sont autant de thèmes vieux comme le nationalisme. Et pourtant, ils n'ont pas plus de réponses que les autres sur la place du local dans une économie globalisée. Leur positionnement sur le localisme est incohérent, parce qu'il y a derrière une incohérence plus profonde : ils critiquent la mondialisation mais ne veulent pas remettre en cause le rapport de force entre capital et travail. Ils ne considèrent pas le localisme comme une échelle de rupture avec la mondialisation, ils le pensent comme ils pensent l'action nationale : comment est-ce qu'on pourrait rester dans l'ordre économique tel qu'il est tout en tirant davantage de bénéfices et en s'en protégeant mieux.

Vous dénoncez une «illusion localiste». Pourquoi ?

Je reproche à certains penseurs, y compris de gauche, de surdimensionner l'action locale et de lui conférer une importance telle qu'elle pourrait nous permettre de s'affranchir de la mondialisation. Or, ce n'est pas le cas ! Ce serait oublier tous les verrous institutionnels et économiques qui sont d'échelle nationale ou internationale. Vous n'allez pas demander à la région Grand Est de s'opposer à Google et Monsanto, et espérer que ça produise quelque chose.

Selon moi, l'Etat est l'échelle par défaut pour résoudre ces problèmes : nous faisons face à une concentration économique sans précédent, une organisation de la production qui est pensée à l'échelle planétaire, et il s'agit de réintroduire de la régulation dans ce système. Reprendre le pouvoir face aux multinationales, au niveau local, c'est impensable ! Ce qu'il reste, c'est d'élire un gouvernement national avec un programme politique de rupture et espérer qu'il va l'appliquer.

Comment analysez-vous l'intérêt actuel pour la souveraineté nationale ?

On a atteint une telle situation que même LREM s'est mis à parler de souveraineté en disant qu'il fallait retrouver un peu de maîtrise dans certaines filières – c'est vous dire ! C'est un discours de circonstance, sans volonté de parvenir à une véritable souveraineté économique. Par ailleurs, ce discours est parasité par la question du souverainisme, qui est une manière de placer la souveraineté de la nation au-dessus de toutes les autres. Je suis en désaccord avec cette analyse politique : la souveraineté, c'est la capacité d'une communauté politique à décider de ses orientations politiques. Force est de constater qu'on a l'a perdu : le peuple n'est pas souverain. Il y a eu un transfert de pouvoir à l'Union européenne, à certaines entreprises...

Ces malentendus amènent à une mauvaise compréhension des problématiques de la relocalisation : s'il faut relocaliser, c'est pour changer. Ramener la production en France et ne rien changer en matière de ce qu'on choisit de produire, ça a un intérêt limité. C'est d'ailleurs parti pour être le grand sujet de la campagne présidentielle de 2022, et je trouve que la réflexion pour l'heure est assez pauvre. Le RN et les partis de droite vont agiter le «produire français» de façon incantatoire, mais sans réfléchir à la finalité. Si on ne se demande pas à quoi ça sert de reconquérir la souveraineté, on n'avance à rien.

Nicolas Celnik (<https://www.liberation.fr/auteur/19850-nicolas-celnik>)